

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Renouveau démocratique et innovation sociale

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI

Budget participatif - Attribution de subventions - Approbation

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2024, la Ville de Montpellier a adopté un nouveau cadre pour la gestion du budget participatif. Cette initiative vise à favoriser une participation citoyenne plus inclusive, en permettant à tous les habitants, en particulier les jeunes et aux acteurs associatifs de déposer et réaliser leurs projets.

Pour cette édition 2024, plusieurs étapes se sont succédé :

1. **Lancement de l'appel à projets** : Ouvert aux habitants de Montpellier, l'appel à projets a été diffusé largement dans les médias locaux et sur le site de la ville. Plusieurs réunions ont été organisées à l'attention de l'ensemble des associations de la ville pour expliquer le dispositif. Des temps spécifiques ont également été organisés dans les réseaux d'associations quartier politique de la ville. Les jeunes ont participé à des « ateliers d'émergence » conduits par la ville de Montpellier afin de les aider à structurer leurs idées et leurs projets ;
2. **Dépôts des projets** : Les projets ont été déposés sur la plateforme participer.montpellier.fr entre le 15 juin et le 15 juillet 2024 ;
3. **Analyse technique et juridique** : Les services de la ville ont ensuite évalué la conformité des projets, notamment leur faisabilité technique et leur conformité au regard du règlement ;
4. **Phase de présentation des projets** par les porteurs de projet au sein des Assemblées de quartier en septembre 2024 ;

5. **Phase de vote** : Les projets ont ensuite été soumis au vote des habitants montpelliérains durant le mois d'octobre 2024. La clôture du vote était le 31 octobre 2024 ;
6. **Annnonce des résultats** : À l'issue de la période de vote, les projets ayant obtenu le plus grand nombre de voix et répondant aux critères de faisabilité ont été retenus pour financement.

Pour cette première édition du budget participatif :

55 projets ont été déposés dans le cadre de l'appel à projets 2024. Sur ces 55 projets, 38 répondent aux critères de recevabilité du règlement et ont pu être mis au vote des habitants à la suite de l'analyse des services.

3 587 votes ont été comptabilisés sur le site participer.montpellier.fr. Les Assemblées de quartier ont pour leur part soutenu 22 projets.

À l'issue de ce processus de vote et de vérification des pièces administratives des proposant, les 26 projets suivants ont été sélectionnés pour financement par la Ville de Montpellier. Dans ce cadre et conformément au règlement en vigueur, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

ASSOCIATIONS	PROJETS PORTES	MONTANT
CPIE APIEU TERRITOIRES DE MONTPELLIER	Reconnecter les enfants des quartiers à la nature	26 642,00 €
ENTRE & AVEC – projet jeune	Célébrer la diversité des langues et des cultures dans la cité Paul Valéry et dans le quartier Paul Valéry - Pas du Loup - Val de Croze	9 583,00 €
MATHS ET MARYAM – projet jeune	Matériels pour réaliser des activités d'éducation populaire en Roller Dance	20 000,00 €
ASSOCIATION LABORATOIRE URBAIN – projet jeune	Réhabilitation des murets du Grand-Mail en assise bois et jardinières autour des arbres	45 097,00 €
ASSOCIATION GSC	Aménagement du local le QG des Jeunes à la Mosson	35 000,00 €
LE COCON DES DOULAS : L'ESPACE POUR TOUTES LES PARENTALITES	Rendre accessible à toutes les familles nos ateliers et cafés parents	2 000,00 €
COMITE DE QUARTIER HAUTS DE MASSANE	Valoriser l'image du quartier des Hauts de Massane et redynamiser le lien social entre les habitants.	28 000,00 €
LA TENDRESSE	Aménagement de la "Rue de La Tendresse"	34 939,00 €
MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB	Achat de matériel pour des pauses actives	30 000,00 €
HAINEVENT – projet jeune	Achat de matériels scéniques pour organiser des spectacles	10 000,00 €
HAUTS VAL & CO	Guinguette associative au bord du lac des Garrigues	48 150,00 €
CREER (COMITE POUR UNE REPARTITION EQUITABLE DE L'EMPLOI ET DES REVENUS) ET MNCP (MAISON DES CHOMEURS ET DES CITOYENS SOLIDAIRES)	Réaménagement et Modernisation de la Maison des Chômeurs	12 390,00 €
CREATURE.S CREATRICE.S	Four à pain mobile pour le grand mail	52 500,00 €

MONTPEL'LIBRE	Achats de matériels pour sensibilisation des jeunes aux cyber arnaques	6 500,00 €
OASIS CITADINE – projet jeune	Aménagement d'un jardin de sensibilisation	9 030,00 €
L'ESPERLUETTE	Four à pain mobile pour Celleneuve	18 000,00 €
COMPAGNONS BATISSEURS OCCITANIE – projet jeune	Achat d'un vélo triporteurs et d'un Brico-bus pour formation éco-citoyenneté	49 800,00 €
LE RELAIS, MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Un Vélo-bus dans le centre-ville au service des enfants, de la ville et de la mobilité pour tous	23 400,00 €
L'ATELIER POPULAIRE – projet jeune	Aménagement d'un espace ado	6 105,00 €
ADEMASS	Matériel mutualisé pour faire vivre le Parc de la Guirlande !	29 300,00 €
ASSOCIATION JASMIN D'ORIENT	Education aux images/médias et médiation numérique	10 000,00 €
HISENDJI	Achat de matériels pour atelier enfants: acteurs spontanés de l'inclusion	3 100,00 €
L'APPART	Aménagement du Relais Psychologique Parent-Enfant La Bobine	24 600,00 €
MFA HURRICANES	Création d'une Boite à Sport ouvert à tous	53 950,00 €
LE COLLECTIF LANCEUR D'ARLETTE – projet jeune	Arlette ton cirque : achat d'un chapiteau	20 000,00 €
OASIS SAUVAGE	Une mare de biodiversité au cimetière Saint Lazare	10 097,00 €
TOTAL SUBVENTIONS INVESTISSEMENT		611 683,00 €

En parallèle de ces projets, des projets issus de la plateforme Participer.montpellier.fr relèvent d'une réalisation par les services de la Ville. Ces projets viennent s'ajouter aux projets des assemblées de quartier. Ces projets concernent l'espace public, la nature en ville, le sport en plein air, la ville à hauteur d'enfants.

L'ensemble des projets portés par des associations d'une part, et par la Ville d'autre part, dans le cadre du budget participatif, représente une dépense d'investissement d'un montant de 2 millions d'euros sur l'année 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de subventions pour un montant total de 611 683,00 € correspondant aux montants des projets portés par les associations et les tiers dans le cadre du budget participatif et tels que listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville BP inférieur 10000
- Convention Projet 2024 Ville BP supérieur 10000

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-287158-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Titre du projet :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **POUR UN PROJET (Inférieure à 10 000 € TTC)**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Dans le cadre de la Délibération n°V2024-045 de la séance du 26 mars 2024, la ville de Montpellier a ouvert le 1^{er} Budget Participatif. C'est un outil au service de la démocratie locale qui donne le pouvoir à tous les montpelliérains d'agir directement sur leur territoire. Les citoyens ont eu la possibilité de proposer des idées de projets innovants et solidaires et de s'exprimer en votant pour leurs projets préférés dans le cadre des compétences communales.

A l'issue du vote citoyen, une délibération a entériné la liste des lauréats. Ainsi, les porteurs de projets lauréats du 1^{er} Budget participatif de la ville de Montpellier voient leurs projets financés par la ville, sur la base du budget d'investissement indiqué dans la fiche descriptive du projet (ayant servi de base au vote citoyen), laquelle fait partie intégrante de la présente convention. Celle-ci décrit le projet dans ses finalités et dans les grandes lignes de sa mise en œuvre.

Considérant que la structure bénéficiaire a initié, conçu un projet conforme au règlement du budget participatif. A la suite du vote des habitants, le projet..... a été déclaré lauréat par la délibération n°

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet ".....".

Le projet d'investissement porté par la structure bénéficiaire ... a pour finalité :

.....

.....

.....

.....

.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :euros. (en chiffre et en lettre)

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de **12** mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de ... **euros**.

Le budget alloué concerne uniquement des dépenses d'investissement.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné à la réception des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°1 : la présente convention dûment remplie et signée,
- ☐ Pièce n° 2 : le relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire,
- ☐ Pièce n°3 : le ou les devis précisant le montant des dépenses d'investissement à engager par la structure.

2- Le solde de la subvention (dans la limite des 30% restant) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°4 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°5 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°6 : La ou les factures présentant la mention acquittée des dépenses engagées suite au premier versement de 70%, avec la mention « payée » et la signature du (de la) Président(e),
- ☐ Pièce n°7 : Le ou les devis précisant le montant des dépenses restantes à engager par la structure dans la limite de 30% du montant total de la subvention,
- ☐ Pièce n°8 : Un rapport final de réalisation du projet comprenant un compte rendu financier des dépenses et des recettes affectées au projet,
- ☐ Pièce n°9 : Un tableau récapitulatif de l'ensemble des dépenses afférentes au projet et précisant la date, le fournisseur, l'objet et le montant de la dépense,
- ☐ Pièce n°10 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être déposées sur le portail des aides de la ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire ou de rejeter des devis s'il apparaît que les dépenses ne relèvent pas de dépenses d'investissement.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les

conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Si le montant des dépenses, réellement justifiées est inférieur au montant de la dépense subventionnable retenue, la subvention versée sera recalculée sur ce nouveau montant.

Si le montant total des dépenses réellement justifiées est supérieur au montant subventionnable retenu, aucune majoration n'interviendra.

Sans demande formelle de la part du porteur de projet, aucun versement ne sera effectué.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à ne revendre les équipements dans un délai de 5 ans minimum sauf cessation d'activités du porteur;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier (en apposant sur le mobilier une plaque signalétique valorisant le BP qui sera fournie par la ville). Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service Engagement Citoyen au 04 67 14 50 50.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à

effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction du Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Reversement ou restitution des biens acquis

1. Reversement

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification du projet sans l'accord écrit de la Ville de Montpellier, la Ville de Montpellier peut suspendre ou diminuer le montant des acomptes et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention et/ ou exiger le reversement de tout ou partie déjà versée.

2. Restitution des biens acquis

En cas de modification du projet qui dénaturerait l'objectif d'intérêt général ou qui entrerait dans le champ d'une activité commerciale lucrative générant des bénéfices pour un tiers, la Ville de Montpellier pourra exiger la restitution des biens acquis au titre de la présente convention. N'entrent pas dans ce cadre, les revenus d'activité d'une association à but non lucratif ou d'une entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 12 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,

Le Représentant légal

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Titre du projet :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
POUR UN PROJET (Supérieure à 10 000 € TTC)

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Dans le cadre de la Délibération n°V2024-045 de la séance du 26 mars 2024, la ville de Montpellier a ouvert le 1^{er} Budget Participatif. C'est un outil au service de la démocratie locale qui donne le pouvoir à tous les montpelliérains d'agir directement sur leur territoire. Les citoyens ont eu la possibilité de proposer des idées de projets innovants et solidaires et de s'exprimer en votant pour leurs projets préférés dans le cadre des compétences communales.

A l'issue du vote citoyen, une délibération a entériné la liste des lauréats. Ainsi, les porteurs de projets lauréats du 1^{er} Budget participatif de la ville de Montpellier voient leurs projets financés par la ville, sur la base du budget d'investissement indiqué dans la fiche descriptive du projet (ayant servi de base au vote citoyen), laquelle fait partie intégrante de la présente convention. Celle-ci décrit le projet dans ses finalités et dans les grandes lignes de sa mise en œuvre.

Considérant que la structure bénéficiaire a initié, conçu un projet conforme au règlement du budget participatif. A la suite du vote des habitants, le projet..... a été déclaré lauréat par la délibération n°

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour le projet ".....".

Le projet d'investissement porté par la structure bénéficiaire ... a pour finalité :

.....
.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :euros. (en chiffre et en lettre)

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de **12** mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de ... **euros**.

Le budget alloué concerne uniquement des dépenses d'investissement.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépense relatifs à la présente convention.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet. Il ne pourra être inférieur à 10 % du montant total attribué et ne pourra excéder 60% du montant total des dépenses éligibles transmises. Il ne pourra être procédé qu'à 4 versements maximum et deux versements minimum.

Les pièces suivantes sont obligatoires avant tout premier versement :

- ☐ Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 1 exemplaire original,
- ☐ Pièce n°2 : Un relevé d'identité bancaire (RIB),
- ☐ Pièce n°3 : Le ou les premiers devis précisant les montants des dépenses à engager par la structure,
- ☐ Pièce n°4 : Le tableau récapitulatif des dépenses d'investissements affectées au projet daté et signé du Président ou de la Présidente de la structure bénéficiaire.

Les versements restants de la subvention ne pourront intervenir qu'après réception par la ville de Montpellier de chacune des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°5 : La ou les factures acquittées sur la base des devis précédents avec la mention « payée » et la signature du (de la) Président(e),
- ☐ Pièce n°6 : Le ou les devis précisant le montant des dépenses restantes à engager par la structure dans la limite du montant total de la subvention,
- ☐ Pièce n°7 : Les comptes de l'année n-1 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°8 : Le dernier rapport d'activité globale de la structure,
- ☐ Pièce n°9 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ☐ Pièce n°10 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées à l'investissement.

Les pièces devront être déposées sur le portail des aides de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire ou de rejeter des devis s'il apparaît que les dépenses ne relèvent pas de dépenses d'investissement.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les

conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Si le montant des dépenses, réellement justifiées est inférieur au montant de la dépense subventionnable retenue, la subvention versée sera recalculée sur ce nouveau montant.

Si le montant total des dépenses réellement justifiées est supérieur au montant subventionnable retenu, aucune majoration n'interviendra.

Sans demande formelle de la part du porteur de projet, aucun versement ne sera effectué.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ A utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à ne pas revendre les équipements dans un délai de 5 ans minimum sauf cessation d'activités du porteur;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier (en apposant sur le mobilier une plaque signalétique valorisant le BP qui sera fournie par la ville). Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service Engagement Citoyen au 04 67 14 50 50.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention

allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai la Direction du Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Reversement ou restitution des biens acquis

1. Reversement

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification du projet sans l'accord écrit de la Ville de Montpellier, la Ville de Montpellier peut suspendre ou diminuer le montant des acomptes et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention et/ ou exiger le reversement de tout ou partie déjà versée.

2. Restitution des biens acquis

En cas de modification du projet qui dénaturerait l'objectif d'intérêt général ou qui entrerait dans le champ d'une activité commerciale lucrative générant des bénéfices pour un tiers, la Ville de Montpellier pourra exiger la restitution des biens acquis au titre de la présente convention. N'entrent pas dans ce cadre, les revenus d'activité d'une association à but non lucratif ou d'une entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 12 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la structure bénéficiaire,

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.